

Résolution présentée par la délégation des Etats Unis

Thème	Conflits et sécurité internationale
Concerne	Lutte contre le trafic illégal d'armes à feu
L'Assemblée Générale,	
Consciente	que les armes légères représentent environ 45% de tous les décès violents dans le monde selon le United Nations Development Programme en 2024 et qu'elles ont tué plus de 700 personnes par jour dans des conflits de 2016 à 2021,
Constatant.	que le marché illégal des armes légères représente environ un quart (25%) du commerce mondial estimé des armes,
Remarquant.	qu'il y a de 640 à 857 millions d'armes à feu en circulation dans le monde, majoritairement aux mains de civils et dont seulement 12 pour cent sont enregistrées,
Alarmée	par l'impact mondial du trafic illégal d'armes à feu et son rôle dans l'augmentation de la violence et des conflits dans de nombreuses régions et le frein au développement social et économique qu'il représente,
Consternée	par l'extension des routes du trafic d'armes, des Etats-Unis aux Caraïbes et à l'Amérique latine, des Balkans à l'Europe occidentale et à la Méditerranée, de la Libye au Sahel, de la Russie en Afrique, le long des corridors d'Afrique centrale,
Reconnaissant	que la prolifération d'armes légères et d'armes à feu non traçables constitue une menace pour la paix, la sécurité et les droits humains,
Encourage	tous les pays membres à adopter des normes internationales concernant la vente et la détention d'armes à feu,
Propose	la réalisation d'une base de données internationale pour réduire les « ghost guns » et faciliter les enquêtes transfrontalières,
Décide	de mettre en place une régulation technologique avec un accord encourageant les plateformes à bloquer la diffusion de plans et des normes industrielles pour les fabricants d'imprimantes 3D pour détecter l'assemblage d'éléments d'armes, d'harmoniser les critères d'exportation entre les États Unis, l'Union européenne, le Japon et le Canada, de conditionner l'aide militaire à la mise en place de registres nationaux d'armes et de programmes de destruction des surstocks, d'améliorer le contrôle des individus achetant une arme à feu (santé mentale et précédents pénaux) et d'établir un programme géré par les Nations Unies en collaboration avec Interpol pour donner des sanctions multilatérales aux trafiquants, de promouvoir des campagnes d'éducation et de prévention et de prise en charge post-traumatique comparables à celles sur le tabac ou la sécurité routière.

Le texte français fait foi